

Arabie Saoudite/Au lendemain de l'exécution d'un dignitaire chiite saoudien

Violence et inquiétude

AFP
Téhéran/Iran

Des manifestations se sont déroulées hier dans plusieurs pays du Moyen-Orient et en Iran, faisant craindre une exacerbation des tensions dans la région.

L'EXECUTION en Arabie saoudite d'un dignitaire chiite saoudien exacerbait hier les tensions au Moyen-Orient, en Iran où l'ambassade saoudienne à Téhéran a été en partie détruite par des manifestants en colère, mais aussi à Bahreïn théâtre d'affrontements entre la police et des chiites. La mise à mort du cheikh Nimr Baqer al-Nimr, figure de la contestation contre le régime saoudien, a également provoqué la colère dans les communautés chiites d'Arabie saoudite, d'Irak, du Liban, et du Yémen. Des affrontements violents opposaient hier à Bahreïn la police à des manifestants de la communauté chiite, majoritaire dans ce pays dirigé par une dynastie sunnite, qui protestaient contre l'exécution de Nimr al-Nimr. Ces violences ont fait des blessés. Cette exécution suscite aussi l'inquiétude de l'Onu, des Etats-Unis et de l'Union européenne (UE) qui craignent qu'elle n'enflamme davantage les tensions entre chiites et

sunnites dans la région. Le dignitaire chiite de 56 ans a été exécuté samedi avec 46 autres personnes, dont un Tchadien et un Egyptien, condamnés pour "terrorisme". La plupart d'entre elles étaient des jihadistes du groupe jihadiste sunnite Al-Qaïda. "Sans aucun doute, le sang de ce martyr versé injustement portera ses fruits et la main divine le vengera des dirigeants saoudiens", a averti hier le guide suprême iranien, l'ayatollah Khamenei. Quelques heures plus tôt, en milieu de nuit, des centaines de personnes en colère ont attaqué à coups de cocktails Molotov l'ambassade d'Arabie saoudite à Téhéran dans laquelle ils ont pu pénétrer. "Le feu a détruit l'intérieur de l'ambassade", a déclaré à l'AFP un témoin. Le consulat saoudien à Mashhad (nord-est) a également été attaqué. Le procureur de Téhéran a annoncé l'arrestation de 40 manifestants et quatre autres personnes ont été arrêtées à Mashhad.

MANIFESTATIONS A TEHERAN• Tout en dénonçant l'exécution, le président Hassan Rohani a qualifié d'"injustifiables" les attaques contre les représentations saoudiennes, que la police diplomatique a été chargée de "protéger". Plus d'un millier de personnes ont manifesté hier



Photo : AFP

L'ambassade d'Arabie Saoudite à Téhéran en feu.

sans incidents en deux lieux différents à Téhéran pour protester contre l'exécution de Nimr. Un rassemblement s'est notamment tenu à proximité de l'ambassade d'Arabie saoudite, malgré l'interdiction du gouvernement. Avant d'être dispersés par la police anti-émeutes, les manifestants ont crié "mort à Al-Saoud", du nom de la famille régnante à Ryad et des drapeaux américains et israéliens ont été brûlés. La rue où est située l'ambassade a été rebaptisée du nom du dignitaire chiite exécuté, selon l'agence Isna. Hier soir, l'ambassade était protégée par la police qui a installé des barrières pour l'isoler, a constaté un photographe de l'AFP. Si l'indignation et la colère sont particulièrement fortes en Iran, pays musul-

man à 90% chiite et grand rival de l'Arabie saoudite à majorité sunnite, des chiites ont manifesté aussi en Arabie saoudite et en Irak, dans la ville sainte chiite de Kerbala (centre). L'ayatollah Ali Sistani, plus haute autorité chiite en Irak, a qualifié d'"agression" le "versement du sang pur" des exécutés. Au Liban, Hassan Nasrallah, chef du puissant mouvement chiite Hezbollah allié de l'Iran, a condamné le "terrorisme" et le "despotisme" de l'Arabie saoudite.

EVITER L'ESCALADE• Le cheikh Nimr avait été condamné à mort en octobre 2014 pour "terrorisme", "sédition", "désobéissance au souverain" et "port d'armes" par un tribunal de Ryad. Au-delà du Moyen-Orient, son exécution préoccupe les Etats-Unis, soutien tra-

ditionnel de l'Arabie saoudite, qui craignent que les "tensions communautaires s'exacerbent à un moment où il est urgent de les apaiser". Le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a appelé "tous les dirigeants de la région à chercher à éviter l'exacerbation des tensions sectaires". La chef de la diplomatie européenne Federica Mogherini a parlé au téléphone au ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif. Ils ont estimé qu'"aucun effort ne devait être épargné pour maintenir la situation sous contrôle et éviter une escalade des tensions sectaires. La sécurité et la stabilité de l'ensemble de la région, qui fait déjà face à de graves menaces, est en jeu", selon un communiqué de l'UE. Même tonalité du côté de la France et de l'Allemagne. Paris "appelle les responsables de la région à tout faire pour éviter l'exacerbation des tensions sectaires et religieuses", tandis que Berlin estime que la mise à mort du chef religieux saoudien "renforce notre inquiétude actuelle quant à une tension croissante (...) au sein de la région". L'exécution de Nimr al-Nimr risque en effet d'aggraver encore la rivalité entre Téhéran et Ryad qui s'opposent dans les crises régionales, en particulier en Syrie et au Yémen.

L'Afrique en bref

- **Centrafrique/Présidentielle. Courte avance d'un outsider à Bangui**
Les premiers résultats, très partiels, pour la seule capitale Bangui, de l'élection présidentielle qui s'est tenue mercredi en Centrafrique, donnaient samedi à un outsider, Faustin Archange Touadera (candidat indépendant), une courte avance sur ses rivaux.
- **Comores/Elections. 25 candidats en lice**
Vingt-cinq candidats sur 28 postulants ont été retenus pour participer à la prochaine élection présidentielle au Comores, a confirmé la Cour Constitutionnelle dans un arrêt rendu samedi. Les Comoriens de l'étranger, dont environ 300 000 vivent en France, ne pourront finalement pas voter, contrairement à ce qui avait été annoncé par le ministère de l'Intérieur il y a six mois.
- **Rwanda/Diplomatie. Kagame : la déception de Washington**
Les Etats-Unis se sont dits samedi "profondément déçus" par la décision du président rwandais sortant Paul Kagame de briguer un troisième mandat et de potentiellement diriger le pays jusqu'en 2034. Washington et l'Union Européenne ont exprimé à plusieurs reprises leur profonde inquiétude et ont appelé M. Kagame à quitter le pouvoir en 2017.

Niger/Présidentielle

Une dizaine de candidatures déposées

AFP
Niamey/Niger

UNE dizaine de candidats à la présidentielle du 21 février au Niger, dont plusieurs favoris, ont déposé leur dossier de candidature à la date limite de dépôt fixée au 2 janvier, a-t-on appris hier de sources concordantes. Le président sortant Mahamadou Issoufou, élu en 2011, le chef de file de l'opposition Seïni Oumarou, l'ancien président Mahamane Ousmane et l'ex-président du Parlement Hama Amadou, écroué depuis mi-novembre dans l'affaire dite des "bébés trafiqués", ont déposé leur dossier, ont confirmé leurs partis respectifs. Au total une dizaine de candidats ont déposé leurs dossiers, selon une source proche du dossier. La presse locale évoque jusqu'à 16 candidatures. Les dossiers sont d'abord réceptionnés par le minis-



Photo : AFP

Les candidatures du président sortant Mahamadou Issoufou ...

tère de l'Intérieur qui doit les transmettre à la Cour constitutionnelle pour validation, avant le scrutin du 21 février. M. Issoufou, M. Oumarou, M. Amadou et M. Ousmane dominent la vie politique du pays depuis des années. Ils avaient déjà constitué le quarté du premier tour du scrutin en 2011. Plusieurs autres personnalités, dont l'ancien ministre du Plan Amadou Boubacar Cissé, l'ex-Premier ministre Cheiffou Amadou ou Abdou Labo, ex-ministre

de l'Agriculture, ont également déposé leur candidature. Deux des candidats déclarés, Hama Amadou et Abdou Labo, sont impliqués dans une affaire présumée de trafic de bébés avec le Nigeria. M. Labo avait été incarcéré en août 2014 dans le cadre de cette affaire, avant d'être remis en liberté provisoire. Hama Amadou, opposant au président Issoufou, est écroué depuis le 14 novembre dans une prison au

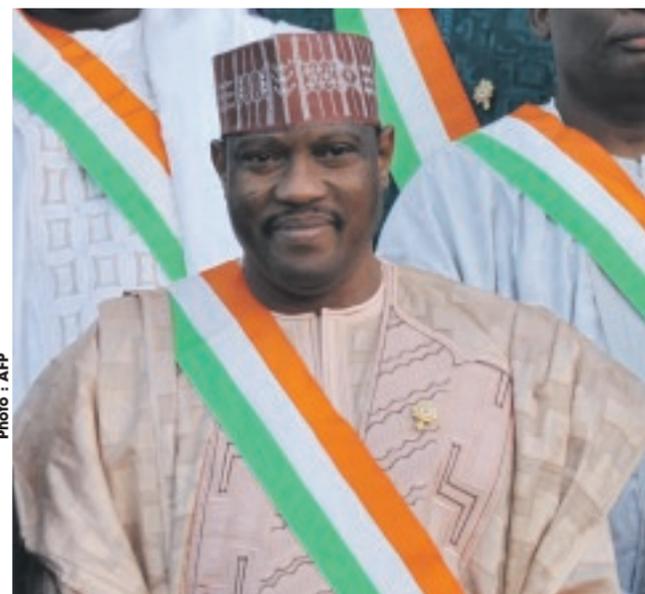


Photo : AFP

... et de l'ex-président de l'Assemblée nationale Hama Amadou (actuellement en prison) figurent au nombre de celles déposées en vue de la présidentielle du 21 février.

nord de Niamey. La justice nigérienne doit se prononcer le 11 janvier sur une nouvelle demande de liberté provisoire de M. Amadou. L'opposant a toujours dénoncé un "dossier politique" visant à "l'écarter de la présidentielle", alors que

le gouvernement parle d'un "dossier de droit commun". L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) doit achever cette semaine "le contrôle" du fichier électoral du pays, réclamé par l'opposition.

A travers le monde

- **Inde/Attaque. Deux membres d'un commando tués**
Deux membres d'un commando islamiste présumé ont été tués hier dans de nouveaux échanges de tirs sur une base aérienne du nord de l'Inde, a-t-on appris de source policière, après l'attaque spectaculaire de samedi.
- **Proche-Orient/Conflit. Deux Israéliens inculpés pour le meurtre d'une famille palestinienne**
La justice israélienne a inculpé hier deux Israéliens pour la mort d'un bébé palestinien et de ses deux parents dans un incendie criminel qui avait profondément choqué les Palestiniens, suscité une large réprobation en Israël et réveillé les démons de l'extrémisme juif.
- **Syrie/Conflit. Un site de fabrication de roquettes de l'EI détruit**
L'aviation française a détruit dans la nuit de samedi à hier un site de fabrication de roquettes artisanales contrôlé par le groupe Etat islamique (EI) en Syrie, a annoncé le ministère français de la Défense.